



Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Les faits du jour

Au Parlement

Ce matin doit être présenté à la Chambre le projet de loi concernant « l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre ».

Le débat doit se poursuivre sans interruption, la Conférence des présidents (c'est-à-dire la réunion des chefs de groupes parlementaires chargés de se mettre d'accord préalablement à chaque débat pour en régler l'ordre du jour et le déroulement des discussions) — ayant pensé qu'il convenait de donner la priorité à cette question et ajourner la discussion des interpellations sur la politique extérieure.

Jeudi, Paul-Boncour, ministre des Affaires étrangères sera entendu en Commission sur la situation internationale pendant que se poursuivra le débat en séance publique sur l'organisation de la Nation en temps de guerre.

C'est à Paul-Boncour que l'on doit la fameuse formule : **SANS DISTINCTION D'AGE NI DE SEXE...** contre laquelle le parti communiste s'éleva jadis... et qui doit sembler insuffisante aujourd'hui aux 72 députés stalinien.

Le Cardinal en tablier blanc

Le cardinal Verdier, archevêque de Paris, a fait sa visite annuelle aux indigents d'un asile de Levallois-Perret. Ayant, pour la circonstance, revêtu un tablier blanc par-dessus ses habits épiscopaux, le cardinal découpe les portions et... s'exhibe devant les photographes.

Nous passerions ce fait sous silence si la grande presse quotidienne ne lui accordait une telle publicité. Jadis les rois de France, et plus récemment le roi d'Espagne, devaient, une fois l'an, laver les pieds de cinq infirmes judicieusement choisis...

La démonstration du cardinal Verdier illustre l'évangile politique de l'Eglise : Mourir pour les capitalistes en temps de guerre et vivre pour eux en temps de paix, c'est le sort le plus beau que puisse envier un travailleur.

Au Mexique les puits de pétrole vont-ils flamber ?

Le président Cardenas vient de décider l'expropriation des 17 compagnies étrangères exploitant les puits de pétrole mexicains ; l'exploitation et la gestion de ces derniers devant être assurée par l'Etat en collaboration avec les syndicats ouvriers.

Cette « nationalisation » accompagnée d'une intégration des organisations ouvrières à l'appareil d'Etat, la réaction des compagnies pétrolières et l'attitude des gouvernements auxquels ressortissent les dites compagnies posent d'importants problèmes sur lesquels nous reviendrons sous peu.

Affaire d'espionnage à Toulouse

Cinq arrestations viennent d'être opérées, notamment celle d'un ancien secrétaire d'Etat-major qui aurait détourné 145 documents relatifs à l'organisation militaire de la frontière franco-italienne.

La bande organisée aurait des ramifications sur la Côte d'Azur et dans l'armée de Franco en Espagne.

Les états-majors des pays capitalistes prennent des mesures draconiennes de répression contre le légitime contrôle des ouvriers, sous prétexte de « défense nationale », mais s'entre-voient leurs secrets militaires, c'est la vérité qui résulte des affaires d'espionnage dont rien n'arrête la succession.

Après le "statut" bourgeois du travail

Une nouvelle camisole de force

Le code bourgeois de la guerre



Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste soulignait récemment l'orientation vraisemblable et prochaine du gouvernement de Front populaire vers un « Etat fort », répressif, bonapartiste.

Les événements semblent déjà justifier pleinement ces pronostics.

A Paris, le meeting du Trocadéro, organisé par le « Rassemblement Universel pour la Paix », s'est terminé par les provocations policières et les charges brutales des brigades centrales.

Aujourd'hui est annoncée, par les soins du Ministère de l'Intérieur, la suppression d'un meeting de J.-C. Legrand, pendant que d'Alsace-Lorraine nous parvient la nouvelle d'interdictions de réunions.

Certes, J.-C. Legrand, pas plus que la bourgeoisie alsacienne qui utilise le courant autonomiste des masses travailleuses au maintien de son ascendant et de ses privilèges de classe, ne sont de nos amis. Tout au contraire !

Mais qui ne comprendrait que ces mesures de répression édulcorée auront leur contre-partie contre les organisations révolutionnaires, contre leurs militants, contre le prolo qui, dans l'usine ou dans la rue, entend défendre ses intérêts de classe ?

La répression édulcorée contre les organisations d'extrême-droite, qui laisse intacts les ressorts du fascisme, permet aux Casimir, aux di Borgo et autres Duseigneur de quitter en toute quiétude un séjour très temporaire dans les prisons républicaines, elle sévira avec violence contre les travailleurs qui entendent débarrasser l'usine et la rue de la canaille fasciste, et résister en même temps au sabotage systématique des 40 heures et lutter en même temps pour défendre leur salaire !...

L'organisation de la nation en temps de guerre, dont la Chambre discute actuellement les modalités, tend précisément à passer le garrot au cou des travailleurs et à instaurer dès maintenant un régime pré-fasciste auquel le déclenchement de la guerre donnerait son plein épanouissement.

Pour la défense nationale, pas de défense ouvrière, pas de libertés ouvrières, pas d'initiatives ouvrières : une militarisation intégrale sous le talon de fer du capital, et l'obéissance passive devant ses argousins et ses adjutants.

Le gouvernement de Front populaire, ses principaux soutiens de la S.F.I.O. et du stalinisme, pour les besoins de leur guerre, doi-

vent donner des gages tangibles à la bourgeoisie.

Pas de canons sans argent et pas d'argent sans l'épargne : l'épargne exige des garanties. Et le mot d'ordre court déjà d'un Comité de salut public hors du contrôle ouvrier.

Les gages donnés à la bourgeoisie sont, en clair, les coups de matraque et les jours de prison pour les travailleurs.

A l'organisation de la bourgeoisie en vue de la guerre, les prolétaires « qui n'ont pas de patrie » répondront par leur organisation collective contre la guerre et le fascisme.

Des comités de masse, des milices, des soviets ; le contrôle ouvrier et paysan ; la défense pied à pied des maigres avantages qu'ils ont conquis.

Il n'est pas trop tard.

303 Francs !...

« J'AVAIS ETE DEÇU PAR L'ABANDON DE « LA COMMUNE » HEBDOMADAIRE, ET SA PARUTION TROIS FOIS PAR SEMAINE SUR PETIT FORMAT.

« MAINTENANT, JE COMMENCE A COMPRENDRE... »

Combien de camarades pourraient contresigner cette lettre que nous adresse un lecteur de banlieue !

La préparation à la guerre est quotidienne. L'exploitation imposée aux travailleurs est quotidienne.

La vie chère est quotidienne ! Le bourrage de crânes est quotidien ! La presse prolétarienne qui lutte contre la guerre, le fascisme et l'exploitation des travailleurs doit, elle aussi, être quotidienne !

Ce sont les conditions mêmes de l'action ouvrière qui l'imposent.

Cette semaine, les souscriptions reçues pour « LA COMMUNE » atteignent 303 fr. 25.

C'est peu et c'est beaucoup. Efforçons-nous, les uns et les autres, de faire mieux. Camarade lecteur, nous attendons tes suggestions et tes critiques.

Nous te demandons de collaborer à ce journal qui est le tien.

POUR FAIRE VIVRE « LA COMMUNE »
Bra, 10 fr. — Marc, 10. — Un sympathisant, 2. — Un jeune, 3. — 19, 20. — 12, 30. — 14, 50. — St-Denis, 30. — Argenteuil, 10. — Deux des jeunes, 62. — Cher, 10. — Seine-Inf, 100. — Total : 303 fr. 25.

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.

6 mois 15 fr.

3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-01 Paris

Que font Lloyd George et Churchill en France

E DEN et Baldwin sont sur la Côte d'Azur, Churchill vient de débarquer en France, Lloyd George sort du cabinet de Paul-Boncour. Que signifient ces voyages ? Que trament ces hommes ? Il s'agit d'examiner si l'Angleterre et la France ne pourraient reprendre, d'un commun accord, une politique active de défense réciproque de leurs intérêts impérialistes. — En Angleterre, le capitalisme est, comme en France, divisé sur ce qu'il faut faire face à l'axe Berlin-Rome. La politique de Chamberlain, visant par un accord avec Mussolini à dissocier l'axe, ou tout au moins à gagner du temps, se heurte à l'opposition, qui souhaiterait la fin immédiate des concessions aux impérialismes italo-allemand. Pour ces opposants, qui dans ces dernières semaines ont marqué des points, attendre c'est courir le double risque de faire encore une fois une politique de dupes et de laisser s'affaiblir l'impérialisme français, l'allié naturel, dont l'isolement en Europe centrale s'accroît chaque jour. Ce sont les hommes les plus représentatifs de ce courant qui cherchent à élaborer avec Blum la formule pour laquelle ils pourront engager, à leur retour en Angleterre, une vaste campagne pour la chute de Chamberlain et un renversement de sa politique. Evidemment, ce courant oppositionnel compte bien s'appuyer sur la haine des masses pour le fascisme et les leaders travaillistes sont déjà d'accord quant à l'appui à leur fournir.

Il est certain qu'on s'entretient dans ces conversations tout autant de la situation intérieure française que du reste. — Les hommes de la Cité comme Churchill réclament à Blum des gages de « paix sociale » en France. — « Que voulez-vous que nous répondions à Chamberlain quand il déclare que la situation en France est trop instable pour que l'Angleterre s'appuie sur ce pays ? » Il faut faire l'union nationale, etc., disent-ils, et Blum de supplier aussitôt les réactionnaires d'entrer dans son ministère ! Mais Churchill prend aussi langue avec la finance française, avec Reynaud, et déclare que le départ de Blum, la réalisation d'un gouvernement « fort » apparaissent comme les premières conditions à remplir pour que la Cité se décide à soutenir Churchill contre Chamberlain. C'est au nom de la volonté exprimée par Staline et les démocrates que les chefs anarchistes, socialistes, stalinien, ont écrasé l'aile révolutionnaire en Espagne et détruit les comités ; c'est au nom de la volonté de la Cité exprimée par Churchill que les chefs socialistes feront avaler la prochaine combinaison de « gouvernement fort ». Que valent ces calculs ? Peu de chose. Chamberlain reste assez solide, une certaine détente anglo-italienne est provisoirement possible, qui renforcerait sa position.

Quant au prolétariat français, si désorienté qu'il peut être après les trahisons du Front populaire et le bourrage de crâne qu'il subit quant à la nécessité de « défendre la France », il n'est pas disposé à renoncer aux avantages arrachés en juin 36. Le « gouvernement fort » devra vite enclencher la guerre impérialiste s'il veut éviter la guerre civile. — Fascisme ou guerre, voilà où nous mènent Blum et Thorez. Il faut vite s'engager dans la voie révolutionnaire, celle de l'appui révolutionnaire à l'Espagne ; classe contre classe, POUR LES SOVIETS, contre Churchill, Chamberlain, Kérillis, Daladier, Franco et Negrin. — Et si Mussolini et Hitler nous attaquent ? Fraternisation contre eux avec leurs troupes : les ouvriers et paysans italiens et allemands ! En dehors de cette voie, il n'y a qu'illusions, trahisons et massacres stériles des masses abusées.

CHEZ GEVELOT

A la Chambre, comme dans tous les pays, une vague de patriotisme et de préparation à la guerre contre le fascisme, de chauvinisme national se poursuit ; l'ancien mot d'ordre de Charles Humbert pendant la dernière guerre : « Des canons, des munitions ! » est celui que l'on entend dans toutes les bouches, de la droite aux communistes, tous en réclament, et déjà les dirigeants de la C.G.T. et de la Fédération des Métaux se sont déclarés prêts à jouer de leur influence pour convaincre les ouvriers à accepter l'augmentation de la semaine de travail, à faire un nouveau sacrifice pour sauver le Capital en danger.



Pendant que les dirigeants syndicaux, sans consultation des ouvriers, réalisent l'Union sacrée avec la bourgeoisie, pendant que toute la presse chauvine accuse les ouvriers d'être responsables du fait de l'application des nouvelles lois sociales et en particulier de la loi des 40 heures, de la diminution de la production, dans les usines de guerre, aviation ou autres, on continue à diminuer les heures de travail ou à licencier.

La Société française de munitions « Gevelot », d'Issy-les-Moulineaux, licenciée par paliers depuis quelque temps, sous le prétexte de manque de commandes.

Diverses délégations du personnel, accompagnées de responsables syndicaux des Métaux parisiens, se sont rendues au Ministère de la Guerre. Là on a appris que les commandes passées avec la Direction de la Société française de Munitions permettent de pallier aux licenciements, ce qui n'empêche cette même direction de continuer à licencier. Les ouvriers demandent donc : « De qui se moque-t-on et où veut-on en venir ? »

Déjà un certain nombre de camarades commentent à ouvrir les yeux et à comprendre que le gouvernement du Front populaire de Blum, secondé par les dirigeants stalinien des Métaux, est en train, par ses concessions de les mener directement au fascisme, comme en Allemagne.

Que, sous prétexte d'armements, ont cherché à leur enlever ce qu'ils ont arraché en juin 1936, à accepter un gouvernement fort, même avec Pétain, pour sauver le Capitalisme démocratique français, et le gouvernement de la bureaucratie stalinienne de l'U.R.S.S. — identique à ceux de Hitler et de Mussolini.

Que nos dirigeants se méfient, l'obéissance aveugle d'un certain nombre d'ouvriers, pourrait se changer en une réaction désagréable pour eux. Déjà, en 1917, les ouvriers de la région de Saint-Etienne ont montré qu'il ne fallait pas aller trop loin ; aujourd'hui, les ouvriers comprendront plus rapidement et de la défense des coffre-forts capitalistes, même soutenus par Jouhaux, Racamond, ou Croizat, ils pourraient bien passer à leur destruction.

Pour lutter contre ce courant chauvin, empêcher la guerre, défendre et augmenter ces conditions de vie, arrêter la trahison des responsables, que dans chaque usine soit formé un Comité ou « Soviet » dont le rôle serait non pas seulement de se défendre contre patronat, mais de prendre la direction de l'usine et certains de ses représentants seraient délégués au Soviet central du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

CHOMAGE

Le gouvernement Blum-Daladier se prépare à accepter et à donner satisfaction à la principale condition exigée par les capitalistes français pour accélérer l'augmentation de la production en augmentant la journée de travail. Au 12 mars, on

La question de la guerre reste le centre de toutes les préoccupations du prolétariat. Dans « L'Ecole Emancipée », Larrère oppose justement à la formule « La guerre contre Hitler, c'est la guerre contre le fascisme » cette vérité que nous n'avons cessé de proclamer : la guerre, c'est le fascisme. A l'appui de son affirmation, il cite les propos tenus au Conseil des ministres, en août 1914, par Messimy, ministre de la Guerre, parlant aux militants ouvriers :

« Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire. Que ces gens-là ne s'imaginent pas qu'ils seront seulement enfermés en prison. Il faut qu'ils sachent que nous les enverrons aux premières lignes du feu : s'ils ne marchent pas, eh bien ! ils recevront des balles par devant et par derrière. Après quoi, nous en serons débarrassés. »

Quel travailleur pourrait croire que Gamelin parlera autrement ?

LE COIN D'

comptait officiellement inscrits 406.965 chômeurs, dont environ 40.000 dans la métallurgie ; ceci après l'application de la semaine de 40 heures, sans compter le nombre considérable d'ouvriers coloniaux, immigrés ou ne remplissant pas les conditions d'inscription : « manque de séjour dans le département, etc... » Un petit tour de promenade de ces Messieurs, le soir, aux bouches de Métro, leur ferait peut-être comprendre la misère, ou bien attendent-ils que les chômeurs organisent une marche de la faim et un occupation d'un coin de Paris ?

Prenez garde, la colère monte et les chômeurs n'ont plus confiance dans les menteurs de la Chambre des Députés et du Sénat. Assez de promesses, des actes !

CHEZ LES CHEMINOTS

Le Conseil National de la Fédération des Chemins de fer vient de se tenir ces jours-ci. A son issue, une délégation se rendit au siège de la nouvelle Société des Chemins de fer français, soumettre une série de revendications dont une des plus importantes, non seulement au point de vue matériel, mais au point de vue moral, est celle de l'amnistie.

A la suite d'un certain nombre de grèves dans les chemins de fer — celles de 1910 et 1920 — un certain nombre de militants de cette corporation furent victimes des sanctions brutales de la part des magnats du rail.

En 1924, à la suite du succès du Bloc des Gauches aux élections législatives, le gouvernement Herriot promit l'Amnistie, en 1932, avec le gouvernement d'Union des Gauches, la même promesse fut faite ; en 1936, le succès du Front populaire laissait encore une lueur d'espérance.

Aujourd'hui, si un certain nombre de camarades ont été réintégrés, d'autres sont encore dehors, ceci malgré les promesses et les Cheminots en sont réduits, non pas à exiger mais à quémander à ces mêmes magnats dirigeants de la Société Nationale, leur réintégration, ceci après 18 ans.

DANS LE LIVRE

Le 26 février, le Syndicat des Correcteurs parisiens a voté, à l'unanimité moins une voix, une résolution se terminant par ces mots :

« Si, en violation de ses statuts et de toutes les résolutions de ses Congrès, la C.G.T. décidait un jour de participer à un gouvernement quel qu'il soit, le Syndicat des Correcteurs demanderait à la Fédération du Livre de se placer dans l'autonomie. »

« Cette autonomie prendrait fin dès que les représentants de la C.G.T. quitteraient le gouvernement. »

Poser le problème de cette façon n'est pas de nature à effrayer les bonzes syndicaux Jouhaux, Frachon et Cie, du fait même que leurs départs d'un gouvernement auquel ils auraient participé ramèneraient dans la « grande famille syndicale » les plus turbulents.

Du reste, ce n'est pas si sûr que cela, que ceux qui viennent de voter une telle résolution l'appliquent. En Espagne, les camarades de même tendance anarcho-syndicaliste n'ont pas abandonné la C.N.T. quand Garcia Oliver, Frederica Montseny ont accepté de participer au gouvernement de Caballero, ancien ministre de Primo de Rivera,



Cueilli dans

Au « Libertaire », Frémont écrit :

« La guerre ne peut être évitée qu'à la condition que le prolétariat reprenne conscience de sa force et replace le combat sur le terrain de la lutte de classe. « Une France divisée, déchirée par les conflits sociaux serait la proie « des Etats fascistes », nous dit-on. Nous pensons le contraire. »

« Une France révolutionnaire est plus dangereuse pour le fascisme international qu'une France unie où l'Union sacrée est faite. »

Tout à fait d'accord et cela est autrement plus juste que l'objection de conscience et les traditionnels mots d'ordre « Insoumission ! Désertion ! ». Mais, crois-tu, Frémont, que le bon moyen est de collaborer avec Pivert et autres « gauchistes » au sein du S.I.A. et de faire des meetings communs avec Jouhaux ?

Et Frémont conclut :

« Mais la classe ouvrière ne pourra assumer cette mission qu'à la condition de ne jamais

DU PROLO

bien au contraire, ils ont fait tout comme Jouhaux et Racamond sont en train de le faire aujourd'hui: prêcher la conciliation et même condamner ceux qui, en mai 1937, luttèrent sur les barricades de Barcelone pour la Révolution.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de vouloir se préparer à un geste symbolique, mais au contraire de voir comment faire triompher la Révolution.

Au-dessus de la collaboration et de la trahison des chefs, il faut préparer les cadres et la structure du futur gouvernement révolutionnaire, il faut créer le Parti Révolutionnaire; il faut préparer le rôle des syndicats et des syndicalistes dans la Révolution et dans l'économie socialiste.

Voilà, à l'heure présente, à quoi doivent penser ceux qui se disent encore des syndicalistes révolutionnaires.

Un Groupe de Correcteurs Révolutionnaires.

DANS LES P.T.T., LA CARENCE SYNDICALE MENE A LA DEFAITE

Nous avons déjà relaté, voici quelques mois, les difficultés survenues entre les dirigeants de la Fédération Postale. Afin de masquer leurs responsabilités dans l'échec des revendications de la corporation, chacun d'eux avait cru bon de se dégager en faisant tomber sur le voisin le poids de la carence syndicale.

Aujourd'hui, un « replâtrage » a été réalisé au sommet, mais il reste cependant que les résultats, en faveur des syndiqués de la base, sont aussi négatifs qu'auparavant. S'est pourquoi de nombreux camarades sont mécontents, surtout parmi les manipulants et refusent la prise d'une nouvelle carte syndicale.

Dans le but de ramener en son sein les « déser-teurs », la Région Parisienne des Employés des P.T.T. avait annoncé et organisé un grand meeting, la semaine dernière à la Bourse du Travail, 200 camarades seulement y assistèrent. Cet auditoire restreint constituait en fait un véritable réquisitoire contre la direction syndicale.



Le contenu des discours, malgré l'éloquence des orateurs professionnels, ne put, à aucun moment, convaincre l'assistance. Il ne suffit pas de se dépenser à déclarer : « Nous avons déposé le maximum d'activité », le bilan à lui seul démontre péremptoirement la trahison des bonzes.

La genre d'activité pratiqué est condamné de la manière la plus absolue par le néant des résultats. La politique du calme prêchée par les responsables syndicaux en juin 1936 n'a rien donné aux travailleurs des P.T.T. Cette méthode de lutte doit être rejetée au profit de l'action directe qui a permis aux ouvriers la conquête d'avantages substantiels.

Les postiers ne bénéficient pas encore des 40 heures (il est d'ailleurs à craindre que le changement de ministère cause, à l'application de cette

ans la Presse



lier son sort à celui de sa bourgeoisie, d'engager d'une façon constante la lutte contre elle, d'avoir intérieurement et extérieurement sa politique autonome de classe, sans jamais se soucier de la politique des partis ou des gouvernements, mais pour cela il faut un syndicalisme indépendant. »

Le sort tragique du prolétariat espagnol a malheureusement démontré que le syndicalisme « indépendant » comme celui de la C.N.T. conduit tout droit à cette collaboration avec la bourgeoisie qui est, en effet, le pire obstacle à la libération des travailleurs. On ne peut faire la Révolution sans direction révolutionnaire, sans parti révolutionnaire !

Toujours du « Libertaire » :

« L'Espagne antifasciste va donner satisfaction à notre délégation : libérer tous les révolutionnaires emprisonnés. Le bel esprit de juillet 1936 va de nouveau souffler sur elle. »

Désir d'entretenir des illusions ou incompréhension

loi, un sort identique à la retraite des vieux dont le projet devait être déposé le 10 mars). Leurs conditions d'existence n'ont pas été relevées proportionnellement à la hausse du coût de la vie. L'indemnité de fonction n'est pas accordée à tous les manipulants. L'unification de certains frais est toujours en suspens.

Pour avoir satisfaction sur toutes ces revendications, les travailleurs des P.T.T. doivent réagir contre leur direction syndicale. A l'occasion du prochain congrès la nécessité s'impose à eux de chasser ceux qui les ont bafoués au cours de l'exercice qui prend fin.

C'est à la condition d'engager fermement la lutte contre l'administration et les permanents syndicaux qu'ils iront à la victoire revendicative.

LA REPRESSON

LA REPRESSON EN INDOCHINE

Les gouvernements du Front populaire qui se sont succédés depuis 1936, qu'ils aient eu ou non des ministres socialistes, ont continué à appliquer et à faire subir aux révolutionnaires coloniaux condamnés pour délit politique, les mêmes traitements et règlements que ceux qui étaient en vigueur du temps des Poincaré, Clémenceau, Tardieu, Laval, Sarraut, etc., etc...

Nourriture infecte et mal préparée, matériel de couchage réduit à deux nattes, « il est vrai que les voleurs n'en ont qu'une », récréations limitées et dans des conditions identiques à celles des animaux du jardin zoologique dans leurs cages, lecture des journaux contrôlée et réduite à quatre publications : deux françaises : « Le Temps » et « l'Œuvre », et deux de la colonie : « Saïgon » et « Dien-Tin » ; aucun autre quotidien ou périodique n'étant accepté. Droit d'écrire limité, interdiction de production intellectuelle, visites limitées à une fois par semaine, d'une demi-heure, à la famille et à quelques amis, sans oublier la brutalité et l'insolence des gardiens ou des directeurs de prisons, telle est la vie que subissent nos camarades dans les prisons des Blum, Daladier, Moutet, soutenus par les stalinien.

En France, les cagouards, les Duseigneurs, les Pozo di Borgo sont remis en liberté provisoire, le Front populaire traque et emprisonne les camarades anti-fascistes retour d'Espagne, condamne les révolutionnaires, acquitte les assassins d'ouvriers, les fait matraquer par ses flics, en attendant de recommencer, comme à Clichy ou comme la social-démocratie l'a pratiqué à Berlin et à Vienne, de les faire mitrailler.

Il y a dix ans, en 1928, le Parti Communiste avec son satellite, le « Secours Rouge International », devenu pour les besoins de la cause le « Secours Populaire de France », avec ses mêmes dirigeants, les Chauvet, les Bureau, pour les emprisonnés, tant dans la métropole qu'aux colonies, des campagnes de presse, des meetings, des manifestations étaient organisés. La répression se faisait même sur cette organisation.

Aujourd'hui, ces messieurs sont devenus des chauvins, des patriotes, des complices des assassins bourgeois se préparant, comme en Espagne ou en Russie, à seconder la bourgeoisie dans l'assassinat des ouvriers révolutionnaires.

Le Prolétariat français doit réagir dans chaque usine, dans chaque chantier, dans chaque bureau, dans chaque meeting de leurs syndicats. Partout ils doivent alerter l'opinion publique, exiger et obtenir pour tous les détenus politiques l'amnistie immédiate, renouveler le geste qu'il a sut faire en faveur des marins de la Mer Noire, en obligeant, en forçant les portes des prisons.

Tous debout pour sauver les ouvriers indochinois emprisonnés !

Tous debout pour l'amnistie immédiate !

sion totale du rôle joué en Espagne par les stalinien ?

Le numéro 2 de « Juin 36 », organe de la Fédération S.F.I.O. de la Seine, dirigée maintenant par Marceau Pivert, est paru le 18 mars et il réalise ce tour de force de ne pas dire un mot du nouveau gouvernement. Bien mieux, le nom de Blum n'est cité nulle part, pas même dans l'article sur l'Union sacrée dont nous détachons les lignes suivantes :

« Paul Reynaud veut l'union sacrée tout de suite avec tout le monde, y compris les communistes, et au dehors le bloc de l'U.R.S.S. et des « démocraties » afin de « restaurer la force française ».

« Quant à Delbos, bien embarrassé pour choisir, il attend que Chamberlain réussisse ou échoue pour savoir sur quelle épaule il mettra son fusil ou plutôt le fusil des citoyens français mobilisables. »

« Et Blum ? »

Devant la répression Stalinienne

Après l'exécution de Boukharine

DE 1.000 à 1.200 personnes, mercredi soir, ont assisté au meeting organisé à Wagram par le « Comité d'enquête sur les procès de Moscou ».

Ce serait très bien si c'était vraiment une action susceptible de porter un coup au stalinisme.

Nous n'avons rien à dire d'un Pioch ou autres personnages de cet ordre. Ils font métier de parader sur les tréteaux dans un genre humanitaire. Que les révolutionnaires songent à utiliser leurs talents (dans la mesure où ils existent), soit ! Mais encore faut-il savoir le faire.

C'est le Parti Ouvrier Internationaliste qui anime ce Comité. Il a su, au début, s'opposer à l'adhésion de notre Parti Communiste Internationaliste, sous un prétexte formel. La lutte pour la défense des bolcheviks-léninistes russes, il a préféré la mener avec toutes sortes de personnes, sauf avec ceux qui défendaient réellement le programme de la IV^e Internationale. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce qui est à la source d'une telle politique et des ignominies à notre égard. Mais il ne nous est pas possible de laisser passer plus longtemps un certain nombre de faits :

C'est avec un Dan, dirigeant de ce parti menchevik, qui lutta les armes à la main aux côtés des impérialismes de l'Entente, qu'ils tiennent une réunion pour défendre les bolcheviks ! Dan s'est fait excuser, et ose envoyer un télégramme se terminant par : Vive la Révolution russe ! Ainsi, des militants se réclamant de la IV^e Internationale, du bolchevisme, permettent à un Dan de dénoncer le mensonge de son ancien camarade Vichinsky, pour cacher sa politique d'instauration d'un capitalisme démocratique en U.R.S.S. Le numéro de la Lutte Ouvrière est également muet sur ce point.

Le stalinisme a fait de profonds ravages dans le mouvement ouvrier, on le voit à chaque pas.

La réunion organisée aux frais de l'ambassade soviétique par les « Amis de l'U.R.S.S. » fut loin d'être le succès grandiose célébré dans l'Humanité.

Lors du procès Piatakov, de très bonne heure, les deux salles Wagram furent remplies. Vendredi, à 9 heures, la grande salle seule était pleine, et il n'y avait qu'une centaine de personnes dans l'autre salle.

Les discours ? Rien à signaler. Cudenet gagna bien son avoine. Cachin, usant de vieilles ficelles, a parlé de ces vieux bolcheviks, qui étaient ses amis, et qui ont trahi sous l'influence maléfique de Trotsky. Henri Sellier, autre sénateur, n'a pu participer en raison du veto de la 17^e section S.F.I.O., mais il envoya une lettre de solidarité avec les bourreaux contre-révolutionnaires.

A ce meeting, on ne trouve que le cercle étroit des stalinien. Staline aura beau y mettre le prix. Il ne retrouvera plus de nouveaux « amis », même en dehors de la classe ouvrière.

LA VÉRITÉ

En vente dans tous les kiosques

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : A. BASTIDE.

Sans distinction d'âge, ni de sexe

Luttez contre la guerre et contre votre bourgeoisie!

La Chambre va être saisie d'un projet de loi, que tous les groupes au Parlement sont d'accord pour examiner d'urgence et sans interruption, concernant l'organisation générale de la nation en temps de guerre.

Ce projet de loi est présenté par le gouvernement de Front populaire, par le quatrième gouvernement du Front populaire, gouvernement à direction socialiste auquel le parti stalinien accorde son soutien.

Et nous sommes en 1938.

Paul-Boncour est Ministre des Affaires étrangères.

Or, ce n'est pas d'aujourd'hui que l'accroissement des contradictions impérialistes et l'évolution de la technique militaire posent devant l'impérialisme français le problème de la réorganisation et du renforcement de son appareil militaire. C'est ce qu'il a fait à partir de 1927.

La loi Boncour

Nous n'avons pas sous les yeux le texte du projet de loi dont la discussion accélérée commence ce matin. Nous connaissons simplement dans les grandes lignes les charges écrasantes qui en résultent fiscalement pour les travailleurs : 50 milliards en chiffres arrondis.

Mais nous connaissons les lois antérieures votées depuis 1927 et qui sont dûes précisément, dans une grande partie, à Renaudel, aujourd'hui décédé, et à... Paul-Boncour, alors socialiste S.F.I.O. et aujourd'hui Ministre.

Nous avons aussi l'expérience et les faits scandaleux légués par la « dernière guerre du Droit et de la Civilisation contre le Militarisme allemand » !

Il n'est pas sans intérêt de rappeler les uns et les autres. L'organisation économique de la nation en temps de paix et en temps de guerre ne peuvent, en 1938, que présenter des dangers accrus pour le prolétariat dont les salaires, les libertés et la vie étaient directement en jeu dès 1927.

Les mesures policières, la sauvage répression des cours martiales, la censure contre la presse ouvrière, le « Carnet B » destiné à traquer le militant, tout cela a servi de 1914 à 1918.

L'expérience d'un passé récent doit permettre à chaque travailleur de prévoir ce qu'un avenir peut-être prochain lui réserve.

En 1931, les communistes disaient...

La « loi sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre », que rapportait Paul-Boncour, fut votée à la Chambre le 7 mars 1927 par 500 députés.

La seconde grande loi militaire sur le recrutement de l'armée fut rapportée par Painlevé. Le 18 juin 1927, Renaudel fit adopter un amendement aux termes duquel, « sauf circonstances exceptionnelles, l'armée ne peut être employée dans les conflits intérieurs ».

Ce rôle devait être réservé à la garde-mobile pour éviter les actes de fraternisation.

En 1928, 1929 et 1930, certains chefs socialistes prirent une part active à l'organisation des forces militaires de l'impérialisme français. Ils réclamaient :

La modernisation des armements ;

L'utilisation rationnelle des sous-marins et de la guerre chimique ;

La mobilisation industrielle.

Le Congrès socialiste de Tours, en 1931, entérinait d'ailleurs cette attitude que dénonçait le Parti communiste S.F.I.C.

Le Parti Communiste, à cette époque, écrivait que :

« Toutes les questions de politique extérieure et de mise en œuvre de nouvelles ressources militaires doivent être soumises à l'examen des masses et utilisées pour des manifestations révolutionnaires (Thèses du sixième Congrès). »

Il citait Lénine : « Dans une guerre impérialiste, la classe révolutionnaire ne peut que souhaiter la défaite de son gouvernement ».

Il rappelait la « nécessité de repousser le devoir de la Défense Nationale... et que toute paix juste n'est possible que si le pouvoir a été pris par le prolétariat. (Dossiers, 1934). »

Aujourd'hui, le Parti Communiste français paraphrase la déclaration de Staline, sur la nécessité pour la France « d'élever son armement au niveau de sa sécurité ».

Sans distinction d'âge ni de sexe !

La loi Boncour, précitée, est en réalité la première d'une série de quatre qui constituent un tout infiniment nocif pour les travailleurs. Elle est le fruit d'une triple collaboration entre le cartelliste Painlevé, le socialiste Boncour et l'Etat-Major. On y lit ceci :

« La guerre future étant appelée à mettre en action toutes les branches de l'activité nationale ne sera plus qu'une des formes même de la politique générale du pays. » (Page 8 du projet.)

Guerre totale, guerres de peuples à peuples, guerre mettant en œuvre tous les ressorts et toutes les ressources de la Nation... Nous devons prévoir le dispositif qui fera travailler pour la guerre tout ce qui travaillait pour la paix. (Paul-Boncour).

Et de ces considérations résulte l'article premier :

En temps de guerre, tous les Français et ressortissants, sans distinction d'âge ni de sexe, ainsi que tous les groupements légalement constitués, sont tenus de participer, soit comme combattants, à la défense du pays, soit comme non-combattants, à l'entretien de sa vie matérielle et morale.

Ces mesures dont l'ensemble constitue la mobilisation, seront appliquées :

« Soit en cas d'agression caractérisée, soit dans les cas prévus par le pacte de la S.D.N., soit dans les cas de préparatifs caractérisés d'agression. (Article 2). »

Ce bref rappel historique était nécessaire en guise d'introduction au nouveau projet de loi que les Chambres vont vraisemblablement adopter sans que les masses travailleuses de ce pays aient eu le temps de réagir.

Il est cependant indispensable que les travailleurs fassent front devant leur militarisation intégrale qui hâtera non seulement eux-mêmes mais leurs femmes, dans l'infériorité engrenage de la guerre.

Prochainement, nous rappellerons comment les travailleurs ont su réagir, pendant la guerre, malgré le « Carnet B » et les « Cours martiales » auxquels on prétend demain soumettre l'ensemble des prolétaires.

Les paysans et la guerre

La bourgeoisie, depuis longtemps, s'est consacrée à la mise en œuvre de toutes les mesures prévues par cette loi de mobilisation de la nation en temps de guerre.

La France a été répartie en vingt régions économiques, administratives et militaires concordantes, chacune possédant ses services de mobilisation industrielle où collaborent et la direction du Conseil supérieur de la Défense nationale, les officiers généraux purifiés par le « souffle républicain » qui passe dans l'armée, les chefs d'industrie.

Il n'est pas jusqu'aux petites boîtes qui n'aient dû fournir des renseignements nécessaires au passage automatique à l'état de guerre.



Et dans le « journal de mobilisation » de la main-d'œuvre, ne prévoit-on pas l'utilisation, volontaire ou obligatoire, des enfants, des femmes et des vieillards non incorporés dans l'appareil de production en temps de paix.

Dès 1929, les frais d'inspection et d'organisation de ces différentes régions économiques dépassaient 12 millions de francs, contre 15.000 francs seulement en 1927. Ce sont des chiffres officiels et publics, mais peu de travailleurs les lisent.

Les paysans n'échappent pas à l'engrenage, et nous ne voulons citer ici que le seul exemple de l'Office du Blé, apporté à la paysannerie pour la « sauver ».

En réalité, les raisons profondes de l'Office du Blé sont, bien avant 1936, dans les déclarations de Queuille et de Monnet, l'un ancien Ministre, le second Ministre actuel de l'Agriculture.

Queuille : Nous pensons qu'il est imprudent pour l'ordre public que l'on n'ait pas certains stocks de prévoyance en cas de grèves, de troubles, de guerre...

Monnet : Je me félicite de cet exposé qui démontre l'utilité qu'il y aurait à constituer des stocks de blé et de farine...

La paysanne mobilisée sur les terres du riche agrarien, le paysan aux tranchées de première ligne, les récoltes stockées pour les besoins de la guerre, voilà un faible aperçu de ce que la nouvelle loi réserve à la paysannerie.



LA COMMUNE est en vente aux mêmes endroits, chaque deux jours, qu'elle l'était chaque semaine. Vérifiez sa mise en montre et sa diffusion dans les kiosques.

GRENOBLE

PERMANENCE : Les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressleux.

MARSEILLE

La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :

Tous les lundis, à partir de 18 h. 30, au « BAR BYRRH », 56, rue d'Aubagne.

LYON

Permanence : tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1^{er}).